Comment faire droit sincèrement à la requête des opposants ?

par David SILK *

Dans sa déclaration intitulée *Bonds of Peace*¹, la Chambre des évêques a rendu public un projet de décision préparé à l'intention du Synode en vue de maintenir un maximum d'unité au sein de l'Église. Certains, dans le Synode général, au Parlement et dans notre Église en général, insistent pour qu'une telle décision soit insérée dans la législation. Je partage en partie, mais en partie seulement, cette opinion. Une certaine intervention législative s'avère nécessaire. Sur deux points particuliers, sur la clause 2 et sur l'institution de visiteurs épiscopaux provinciaux, je ferai ici des propositions personnelles qui vont dans le sens d'une intervention de la part du Synode.

Il est clair qu'il s'est produit un changement d'opinion véritable et perceptible au sein de la Chambre des évêques. En février 1987, dans le

* David Silk, archidiacre de Leicester depuis 1970, né en 1936, est membre de la Commission liturgique de l'Église d'Angleterre et est réputé pour sa compétence dans les matières liturgiques et juridiques. Il était rapporteur au nom de l'opposition lors du vote du Synode général de l'Église d'Angleterre le 11 novembre 1992 (Cf. *Istina*, XXXVIII, 1993, pp. 165-170). Texte publié dans *Church Times*, 13 août 1993. Traduction M. Delmotte.

Au moment où David Silk écrivait cet article, on pensait généralement en Angleterre qu'il serait prochainement évêque et deviendrait l'un des trois visiteurs épiscopaux (« évêques volants ») proposés pour être commis à la défense des opposants. Mais le 17 septembre fut rendue publique la nouvelle qu'il venait d'être élu pour l'épiscopat par le diocèse de Ballarat (province de Victoria, Australie), un diocèse qui a refusé l'ordination des femmes. Rappelons que le primat de l'Église anglicane d'Australie, Mgr Keith Raynes, archevêque de Melbourne, a ratifié la décision d'ordonner des femmes au presbytérat et qu'il a depuis décembre 1992 procédé à 33 ordinations. Le Ven. David Silk a fait savoir qu'il avait donné son acceptation pour son départ en Australie, ce qui est un fait assez exceptionnel, la dernière élection d'un prêtre anglais à un siège épiscopal australien ayant été celle de Mgr George Appleton et remontant à 1960. Le Ven. David Silk a été consacré évêque le 23 février 1994 à Westminster Abbey par l'archevêque de Cantorbéry et il a pris possession de son siège à Ballarat le 19 mars.

1. Cf. ci-dessous, pp. 178-181.

rapport GS 764 dont s'est inspirée la législation actuelle, l'opinion de la Chambre était assez claire (par. 50) :

« Nous estimons difficile qu'un évêque objectant à l'ordination des femmes au presbytérat puisse exercer le ministère d'évêque diocésain dans un diocèse qui aurait admis des femmes comme prêtres. Nous estimons qu'il serait anormal de nommer évêque diocésain un opposant déterminé à l'opinion expresse de la province et en particulier à l'avis unanime du collège des évêques sur cette question précise. Néanmoins, il peut se faire qu'en certaines circonstances, un diocèse fasse appel à un évêque opposé à l'ordination des femmes au presbytérat. Nous avons considéré aussi que, une fois la législation entrée en vigueur, si dans le synode d'un diocèse une majorité importante du clergé et du laïcat exprimait une opinion opposée à la Loi, l'évêque devrait respecter l'opinion de son diocèse ».

Dans cette considération il ne s'agissait pas des évêques opposés par principe à l'ordination des femmes mais seulement de ceux qui voudraient ne pas suivre l'opinion de leur diocèse. La proposition de *Bonds of Peace*, en revanche, est l'amplification du *Manchester Statement*² publié par la Chambre des évêques en janvier de cette année et elle adopte l'ossature théologique du « plan de Londres »³ annoncé en mai par l'évêque de Londres. Si l'on examine honnêtement les requêtes de ceux qui ne peuvent accepter la Loi mais veulent rester dans le sein de l'Église d'Angleterre, le texte proposé rencontre en fait les requêtes de l'Église tout entière. Il exprime un point de vue tout à fait différent du précédent :

« Nous entrons désormais dans un processus dans lequel il est désirable que partisans et adversaires soient, les uns et les autres, reconnus comme tenant des positions légitimes, de telle sorte que toute l'Église parvienne à une opinion commune. L'Église d'Angleterre doit se comprendre elle-même comme une communion en dialogue, dont les membres sont engagés à demeurer ensemble dans le processus de discernement de la vérité qui est en cours et qui se poursuit au sens large dans la communauté de toute l'Église chrétienne » (page 3).

Ceux d'entre nous qui sont dans l'incapacité d'accepter la décision d'ordonner des femmes au presbytérat accueilleront chaleureusement ce changement de perspective et de ton. Ils sont reconnaissants de la générosité manifestée par l'un comme par l'autre. Mais le fait demeure que la Loi qui a été votée le 11 novembre 1992 reflète l'opinion antérieure et cela est particulièrement évident dans le cas de la clause 2. Une législation est porteuse par elle-même de ce qu'elle décide. Selon les termes d'Yves Congar : « Les mesures légales impliquent une théologie particulière ». Dans le cas de l'Église, la législation révèle et proclame : elle fait que l'Église s'engage dans le sens d'une conviction précise et la dévoile. Ce qui est enchâssé dans la législation est constitutif de son orthodoxie.

*
* *

2. Cf. *Istina* XXXVIII (1993) pp. 181-182.

3. Cf. *ibid.* pp. 190-191.

La sous-section 5 de la clause 2 de la Loi⁴ fait bon marché de la fonction d'évêque comme père-en-Dieu et, selon l'expression des pères de Lambeth en 1988, de « centre familial de vie et d'amour ». Elle décide que les évêques nommés après la date fixée ne pourront plus être opposants au ministère des femmes-prêtres. Assurément, le code d'application annexe prévoit à la section 3 (IV) que les évêques qui ne voudraient pas ordonner des femmes pourront en autoriser d'autres à ordonner dans leur diocèse. Sur cette base, prétend-on, il reste toujours possible qu'un opposant devienne évêque. En d'autres termes, il pourra devenir évêque à la condition qu'il veuille bien ne pas agir en évêque. Il pourra devenir évêque, mais à la condition d'abdiquer sa responsabilité pour l'ordination et de désigner à cet effet un suffragant. Quelle que soit la position prise désormais par un évêque, il sera toujours inacceptable pour certains de ses fidèles.

Bonds of Peace rend désormais superflue la totalité de la clause 2 et, nous dit-on, il est désormais improbable qu'un évêque ait jamais à faire une telle déclaration. La position d'évêque opposant serait donc réellement sauvegardée par la clause 6 de la Loi qui fait qu'il ne puisse tomber sous le coup du « Sex Discrimination Act ». Il serait donc maintenant raisonnable, du fait de ces circonstances modifiées, d'abroger la clause 2. Celle-ci est devenue le vestige d'une réflexion antérieure. S'il est réellement impossible qu'un opposant à la législation puisse désormais en toute sûreté de conscience assumer la responsabilité d'évêque diocésain, la clause n'est plus là que comme un avertissement permanent aux opposants pour leur rappeler qu'ils ne sont pas vraiment les bienvenus. Elle renforce considérablement l'opinion que, dans l'élaboration fondamentale de la législation, il y avait un parti-pris très net tendant à faire avaliser le presbytérat féminin. Si l'on maintient la clause 2 (5), comment pourra-t-on dire à un jeune prêtre qui est opposé à l'ordination presbytérale des femmes qu'il a un avenir dans l'Église d'Angleterre ? Pourra-t-il être nommé archidiacre, doyen rural ou même recteur d'une équipe ? Pourra-t-il être désigné dans un collège théologique ou nommé à un ministère spécialisé ? La clause signifie que les opposants seront progressivement privés de ministère et d'autorité épiscopales, de toute autre participation à la vie de l'Église et abandonnés au dépérissement et à la mort.

Mais le code d'application pratique nous assure que les talents de tous les adversaires de la législation seront pleinement utilisés, et *Bonds of Peace* (par. 4) affirme que « ceux qui pour des raisons diverses

4. Le texte de la sous-section 5 de la clause 2 (*Exceptions*) était le suivant ; « Là où l'évêque d'un diocèse qui fait une déclaration sous la sous-section (1) ci-dessus et ne l'a pas abrogée, cesse d'exercer cette fonction, la déclaration continuera à être en vigueur jusqu'à l'expiration d'une période de six mois à compter de la date à laquelle une autre personne deviendra l'évêque de ce secteur ». (Cf. *Istina* XXXVIII, 1993, p. 159). Bien que la sous-section 1 de la clause 2 stipule qu'un évêque diocésain peut déclarer qu'il n'acceptera pas de femmes prêtres, la sous-section 5, ci-dessus, affirme que son successeur ne le pourra pas.

ne peuvent en conscience accepter que des femmes soient ordonnées au presbytérat continueront de tenir une place légitime et reconnue dans l'Église d'Angleterre». Dans l'Acte du Synode (par. 1), il est établi qu'«il n'y aura pas de discrimination contre des candidats, soit pour l'ordination, soit pour la nomination à une fonction majeure..., qui puisse venir de leurs opinions sur l'ordination des femmes».

En conséquence, je me suis mis officiellement en rapport avec le groupe de rédaction de la prochaine Mesure destinée à régler des dispositions diverses (*Miscellaneous Provisions Measure*), en vue d'y faire inclure une proposition visant à supprimer la clause 2, en tout ou en partie, de la Loi du 11 novembre 1992. Les dispositions diverses ont généralement trait à des questions qui ne prêtent pas à controverse ; or il s'agit ici d'un point qui ne peut certainement pas demeurer matière à controverse quand l'Acte du Synode prendra force de loi et que le canon sera promulgué.

*
* *

Le fait que les Visiteurs épiscopaux provinciaux n'aient pas droit de vote à la Chambre des évêques constitue sans aucun doute un vice de forme des propositions qui leur serait fatal. Il pourrait leur être fatal parce qu'il pourrait conduire à ce que l'acte ne soit pas accepté par ceux auxquels il est principalement destiné. Cela ferait échouer l'acte du Synode dans son objet même.

Le rôle de « porte-parole et conseiller » assigné par *Bonds of Peace* au Visiteur épiscopal devrait certainement entraîner un droit de vote plénier à la Convocation et donc au Synode. Or il n'est même pas garanti qu'à l'avenir un opposant puisse être nommé évêque diocésain. En effet, vu l'échec notoire de la nomination d'un opposant comme suffragant qui s'est produit depuis le vote de novembre, on voit déjà qu'il y aura parmi les opposants plus de candidats qu'il n'en faut, vu le peu de chances qu'ils soient choisis. Deux évêques diocésains au moins ont déclaré clairement qu'ils jugeaient impossible pour eux de désigner un opposant pour être leur suffragant.

Ainsi la garantie du vote qui a été passé au Synode de la Chambre des évêques ne peut être obtenue qu'en rendant membres d'office de la Chambre les Visiteurs épiscopaux provinciaux. La garantie qu'on demande ainsi n'est que de trois sièges sur 58. On ne peut alléguer de manière convaincante que l'équilibre de la Chambre en serait bouleversé. Ce n'est pas comme si la Chambre des évêques était élue. Et elle peut perpétuer sa couleur par son patronage et son pouvoir de nomination. J'ai proposé un amendement convenable au canon H3.

*
* *

Il demeure alors une seule grande question, à laquelle il est beaucoup plus difficile de s'attaquer. Dans le pays il y a une crainte très réelle que l'acte du Parlement, outre le fait qu'il n'a pas d'autorité légale en la

matière, pourrait ne passer en novembre prochain qu'avec une faible majorité. Cela aurait pour effet non seulement d'affaiblir son autorité morale, mais aussi d'indiquer qu'il pourrait tout aussi facilement être révoqué. On cherchera alors la manière de le renforcer. La Loi postule qu'il n'y ait qu'une seule légitimité (*one integrity*) après la décision tandis que l'acte du Parlement va en reconnaître deux. Ce n'est pas une situation claire et cela pourrait bien conduire à l'avenir à recourir à un amendement par canon.